

Esther Dang

CRISE 2008 :

2
0
0
8

LE RAZ DE
MARÉE
PLANÉTAIRE

CAS SPÉCIFIQUE DU CAMEROUN

*Par le Dr Esther DANG
Expert de l'économie, de la finance, de la gestion
stratégique des entreprises tant privées que
publiques et du partenariat international.*

www.estherdang.net

SOMMAIRE

1.	Un désastre de survie humaine.....	P3
2.	La prééminence d'une forme du capitalisme privé.....	P5
3.	L'abandon de la macro-économie.....	P7
4.	Le recul de la pensée économique.....	P9
5.	Qui paie les pots cassés en 2008? Et Qui paiera toutes les factures?.....	P11
6.	Le Fonds Monétaire International a-t-il été surpris?.....	P13
7.	Un regret pour mon pays, le Cameroun.....	P14
8.	En conclusion.....	P18
9.	Blog et Biographie.....	P20

© [LICENCE DE DROIT D'AUTEUR CC 3.0](#)

« Rapport Spécial » du mois d'Octobre 2008**Expert : Dr. Esther Dang**

Yaoundé le, 21 octobre 2008

1-**UN DÉSASTRE DE SURVIE HUMANITAIRE**

La grave crise financière 2008 en cours est un véritable désastre de survie humaine. Évènement historique d'une très grande ampleur, on en parlera longtemps, très longtemps. Tous les États du monde seront ébranlés, chaque pays étant aujourd'hui, du fait de la mondialisation, un neurone connecté à la grosse famille Planète. L'individu, la cellule familiale et les enfants seront les véritables victimes de cette crise spectaculaire. Personne ne sera épargné.

Le monde entier a été surpris par la brutalité et la gravité de l'évènement, l'ampleur et la vitesse de propagation de cette crise financière.

Sauf avis pertinent des ingénieurs statisticiens, ceci qui m'amène à affirmer qu'au moins 50% des citoyens de la Planète y compris des États-Unis ne comprennent rien à ce qui se passe, ne savent peut être pas ce qu'est une bourse des valeurs et encore moins les mécanismes de son fonctionnement. En outre, les avancées technologiques ont rendu plus sophistiquées la spéculation boursière. Mais ce qui est sûr, tout le monde admet que la situation est grave tout simplement parceque des milliards de dollars, d'euros, de yens, de livres sterling, etc., se volatilisent seuls comme par un coup de baguette magique. La conclusion est simple à tirer : l'économie mondiale est en péril et personne n'en sera épargnée, directement ou indirectement.

Comme en 1929, la crise 2008 est provoquée par la célèbre place boursière de New York, Wall Street, du fait de la spéculation à outrance renforcée par la hausse de la demande des crédits et

des titres des secteurs à haut rendement financier par un nombre toujours grandissant d'agents économiques de tout bord, personnes morales et personnes physiques confondues.

Contrairement à la crise boursière de 1929, celle en cours est plus grave et plus profonde et aura des conséquences plus dévastatrices, difficilement chiffrables aujourd'hui car elle touchera la Planète entière. En effet, de nouveaux pays d'Asie, de l'ex URSS, d'Amérique Latine et d'Afrique ont intégré le même système financier boursier.

Cette crise 2008 a en outre l'inconvénient de s'adosser sur d'autres crises déjà apparues et non encore maîtrisées : crise alimentaire; crise énergétique; crise sanitaire du fait de la rapidité de propagation des grandes pandémies anciennes et nouvelles; crise de confiance envers les grandes institutions multilatérales d'utilité planétaire que tout le monde connaît; graves mutations climatiques et écologiques que personne ne peut encore prétendre maîtriser; panne des politiques de développement et des politiques économiques qui ne réussissent pas à susciter de forts taux de croissance tant dans les pays hautement industrialisés que dans les pays sous-développés; crise sécuritaire, personne n'arrivant à expliquer tous les tenants et aboutissants de l'avènement du terrorisme international, des guerres fratricides pour ne citer que ces cas vécus par tous les citoyens de la Planète.

Enfin, **la population mondiale** estimée à mi-2007 à 6,625 milliards **a plus que triplé** depuis 1929 (2,07 milliards en 1930) – Source : Wikipédia – PRD Document 2007

Il y a donc plus de gens à gérer, à nourrir, à soigner, à scolariser, à protéger, à sécuriser et ça coûte cher. Dès lors, d'où viendra le salut?

Selon un slogan des patriotes français hérité de la révolution de 1789 pratiquement pour les mêmes causes de désastre économique, financier et social lié aux inégalités, les dirigeants du monde savent que le peuple a besoin de pain et qu'il faut agir vite et de façon concertée comme le recommandent avec force les autorités du Fonds Monétaire International (FMI) pour éviter l'usage du plomb en cas de colère sociale généralisée.

2- LA PRÉÉMINENCE D'UNE FORME DU CAPITALISME PRIVÉ

Le capitalisme privé qui a cours dans les grands pays locomotives de l'économie mondiale, est très éloigné de l'économie libérale classique de libre concurrence. **La loi fondamentale de l'offre et de la demande se joue désormais sur les principales places boursières de la Planète.** C'est la consécration d'une politique économique immatérielle dans laquelle personne ne contrôle personne, personne ne sait exactement qui fait quoi, mais tout le monde cherche à accumuler d'importants gains financiers **grâce aux Brokers, maîtres des cotations**, assistés d'un nombre incalculable d'intermédiaires qui gèrent leurs commissions.

Ni les États, ni les Banques Centrales, ni les entreprises cotées en bourse, ni les actionnaires des dites entreprises, ni les banques primaires et autres banques d'épargne et d'investissement, institutions financières de crédit et compagnies d'assurance agents privilégiées des places boursières, ni leurs clients et encore moins les particuliers détenteurs de titres divers n'ont aucun moyen de contrôle du jeu de la loi de l'offre et de la demande qui y prévaut. **Le suivi quotidien des raisons et situations imprévisibles, et souvent intempestives des quotations boursières par les différents acteurs impliqués représentant la demande, est forcément fastidieux, contraignant et coûteux.** C'est ce manque de suivi qui apparaît aujourd'hui comme une lacune grave face au désastre.

La crise est donc là.

Pouvait-il en être autrement après plusieurs remous boursiers, certes de courte durée depuis l'époque des Pétrodollars en 1973?

La crise 2008 est certes financière, mais elle est concomitamment monétaire si on s'efforce de scruter le fonctionnement de l'économie mondiale un quart de siècle en arrière pour une seule raison :

Le **dollar US**, première monnaie mondiale sur laquelle sont référencées la quasi-totalité des autres monnaies de la Planète directement ou indirectement, est également la monnaie de cotation de toutes les transactions internationales. Elle subit régulièrement des fluctuations de plus ou moins grandes amplitudes que personne n'explique jamais dans tous ses aspects quant au fond. Ces fluctuations en + ou en - expliquent prioritairement pour ne donner que quelques exemples :

- Le surendettement périodique des pays pauvres en particulier
- Les déficits conjoncturels des balances commerciales et des balances de paiement
- La flambée des cours du baril du pétrole brut qui fait couvrir une crise énergétique durable comme en 1973; La baisse desdits cours freine les investissements dans le secteur alors que la demande des produits pétroliers sera de plus en plus croissante. C'est un levier à deux vitesses qui pose toujours problème.
- La détérioration des termes de l'échange des produits exportés du 1/3 Monde, de l'Afrique et de l'Amérique Latine en particulier suivie de la baisse drastique de leurs ressources en devises
- La dévaluation du FCFA pour les pays de l'Afrique Noire Sub-saharienne membres de la zone franc, dès lors que les grandes sociétés de plantation à capitaux internationaux considèrent que cette monnaie est surévaluée face à leurs concurrents de la zone dollar et même de la zone euro.
- Le renchérissement de la dette en principal et en intérêts.

On comprend ainsi aisément pourquoi de nombreux pays du 1/3 Monde se retrouvent régulièrement en position de « mauvais payeurs ».

La prééminence du spéculateur dans le capitalisme privé avancé aboutit comme il est démontré plus haut à des situations qui ne sont pas toujours faciles à maîtriser. Octobre 2008 apparaît ainsi aux yeux du monde comme l'année noire de la finance internationale et de ce type de capitalisme. C'est ainsi que l'actuelle crise financière va automatiquement accoucher une crise économique et sociale dont le monde se souviendra pendant longtemps, très longtemps. Il ne faut ni la minimiser, ni la négliger, ni la reporter.

3-

L'ABANDON DE LA MACRO-ÉCONOMIE

La macro-économie interpelle toujours au premier chef l'ÉTAT, responsable in fine du développement économique, social et culturel de tous les pays dans un seul but, l'intérêt général.

Le mot d'ordre de l'économie libérale avancée est : « pas d'État » ou « peu d'État » dans les activités économiques, consacrant ainsi la marginalisation ou tout simplement l'abandon de la macro-économie.

L'abandon de la macro-économie l'a donc été au profit de l'Investisseur/Entrepreneur privé, de l'Actionnaire et des détenteurs des titres divers cotés dans les principales places boursières de la Planète, devenues plus profitables que la production grâce à la spéculation. **Ce nouveau visage du capitalisme privé qui consacre le couple Investisseurs/Entrepreneurs privés d'un côté, Spéculateurs boursiers et Brokers de l'autre** prouve ses limites avec la grave crise financière en cours.

De ce constat, on peut affirmer que l'une des causes du chômage rampant dans quasiment tous les pays de la Planète vient aussi de ce désengagement de l'État investisseur, particulièrement dans le secteur productif et le secteur des services. Dès lors, peut-on douter que la crise 2008 suscitera une grave crise sociale qui ne concernera en rien en terme de responsabilité, ni les banques et autres entreprises privées et leurs actionnaires; ni les spéculateurs boursiers, encore moins les Brokers, ceux-là même qui sont à l'origine du désastre. Les liquidations, licenciements, compressions, et autres formes d'ajustement social; les pertes d'actifs mobiliers et immobiliers; les impacts psychologiques sur les personnes gravement touchées par cette crise sont inévitables, en même temps que les opportunités de travail sont de plus en plus rares.

Qui aujourd'hui peut d'ores et déjà évaluer les coûts sociaux de cette crise 2008 que supporteront sans aucun doute les États?

Les synergies mondiales en cours pour gérer à l'unisson les restructurations financières qu'impose cette crise joueront-elles aussi pour gérer les problèmes sociaux conséquents des États pris individuellement?

Nous vivons alors une baisse généralisée du pouvoir d'achat des citoyens et de plus en plus de pauvreté; de moins en moins de couverture sanitaire et scolaire; une baisse sensible de l'octroi des crédits ou tout simplement des facilités de caisse aux particuliers par les banques faute de garanties; une moindre rentabilité financière des entreprises à cause de la baisse généralisée de

la consommation, de la demande et du crédit; une baisse drastique des ressources budgétaires des États assorties de mesures strictes de contrôle des dépenses; un frein à l'aide au développement; les pauvres deviendront plus pauvres et comme pour les guerres, s'y ajouteront de nouveaux pauvres; les riches seront peut être moins riches; un fort ralentissement de l'investissement tant privé que publique au regard des capacités de réaction de chaque État.

L'économie mondiale connaîtra sans aucun doute une de ses plus graves récessions avec les perturbations de tous ordres que l'on peut aisément imaginer sur les êtres humains.

L'heure n'est ni au pessimisme ni à l'optimisme, mais au réalisme.

Redisons tout simplement qu' « à cœur vaillant rien d'impossible ».

Redisons aussi qu' « à l'impossible nul n'est tenu ». (Pr.Fr.)

La macroéconomie refera obligatoirement surface et de façon plus responsable.

4-

LE REcul DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

La spéculation à outrance dans le fonctionnement de l'économie mondiale a beaucoup freiné la réflexion théorique dans le sens de l'avancée de la pensée économique, de laquelle ont été tirés les fondements de l'économie libérale.

Ce recul de la pensée économique explique en grande partie l'abandon de la macroéconomie et des stratégies de développement harmonieux et profitable à tous, dès lors que les grandes intelligences se sont surtout concentrées sur les questions géopolitiques mondiales et sur l'enrichissement en terme financier.

La macroéconomie refera obligatoirement jour après cette crise 2008 car rien ne sera plus comme avant sauf entêtement à cause des gains faciles, importants, rapides et sans trop d'efforts que procure la spéculation boursière. Ce sera une autre forme de capitalisme à repenser comme il faudrait souhaiter voir renaître de nouveaux penseurs de la théorie économique et de la politique économique pour un développement plus responsable, plus harmonieux, et plus partagé de l'économie mondiale. Il faudrait aussi souhaiter voir renaître les autres disciplines telles la philosophie, les sciences sociales, qui ont abondamment nourri la pensée économiques au 18^e siècle.

Depuis la nuit des temps, la spéculation a existé et existera toujours. Il faudrait repenser ses mécanismes dans un cadre macro-économique global, l'intégrer dans la pensée économique et les stratégies de politique économique.

On peut en outre relever que ce recul de la pensée économique est aussi le fait de la nouvelle doctrine qui s'appelle « Globalisation/Mondialisation », dans laquelle les batailles pour acquérir des positions dominantes remplacent les nécessaires synergies entre les différentes économies de la Planète. Seuls les grands penseurs en matière économique auraient pu susciter ces indispensables synergies comme l'ont fait les Pères de l'économie politique avant les grandes révolutions industrielles et technologiques, le monde ayant profondément changé trois siècles après.

Enfin, je ne peux manquer de relever que l'avènement des Programmes d'Ajustement Structurel a également fait reculer la pensée économique grandissante sur les questions de lutte contre le sous-développement, y compris celles très florissantes des années 70 venant d'Amérique Latine.

Aujourd'hui, on lutte contre la Pauvreté qui n'est qu'une conséquence du non-développement. **Il faut toujours lutter contre le sous-développement, le combat permanent étant de faire sauter le préfixe « sous ».**

Pour nous, citoyens du 1/3 Monde, évitons d'entrer dans le cycle du «développement du sous-développement» comme l'avaient analysé deux illustres professeurs économistes MM. André Gunder Frank et Christos Passadéos dans leur célèbre ouvrage publié en 1970 intitulé «Le Développement du sous-développement: l'Amérique Latine».

5-

QUI PAIE LES POTS CASSÉS EN 2008? ET QUI PAIERA TOUTES LES FACTURES?

Jusqu'au bout du rouleau, ce sont et ce seront les Pouvoirs Publiques, c'est-à-dire l'ÉTAT, Banques Centrales comprises qui paieront toutes les factures. Cet irremplaçable et incontournable État quand ca va mal (comme le chef d'une famille), seul responsable devant la Nation, seul responsable du bien-être des citoyens.

On peut seulement s'étonner que dans les différentes mesures prises pour juguler et contenir les faillites des grandes banques et autres Institutions financières d'épargne et de crédit, **les Administrations et les Banques Centrales ont choisi de secourir en premier lieu les actionnaires en rachetant à grands frais toutes leurs créances compromises.** C'est franchement une innovation atypique du capitalisme privé avancé que d'aucuns qualifient de pur et dur, quand on sait que dans l'entreprise en général, les actionnaires doivent assumer leurs pertes et recapitaliser leur entreprise si l'option liquidation est écartée. De ce point de vue, j'adhère entièrement à l'option de nationalisation adoptée par la Grande Bretagne. Le gouvernement britannique fait ainsi preuve d'un courage intellectuel et idéologique qu'il faut saluer, dans le pays d'ADAM SMITH, un des Pères de l'économie libérale, toujours appliquée en Grande Bretagne. C'est du réalisme, du pragmatisme et c'est stratégique. **Il faut en effet gérer les faillites des banques et autres grandes entreprises considérées comme stratégiques de l'intérieur, en patron et non pas seulement en pompier, sans discrimination.** Ensuite on verra.

Pour qui pratique la comptabilité privée et sait apprécier les critères de performances des managers, c'est très important. Il faut entrer dans les profondeurs de l'iceberg car comme le dit un proverbe français, « l'erreur n'est pas compte ».

On peut en effet relever pour s'en inquiéter que tous les déboires boursiers, managériaux, et les séquelles de cette crise née de la faillite du secteur privé dans son volet fondamental qu'est la finance sont reportés uniquement sur les Pouvoirs Publiques. On le comprend aisément car aucune économie ne peut fonctionner sans les banques et l'ensemble des Institutions financières d'épargne, de crédit et d'assurance. Et puis, seule la personne morale appelée État a des pouvoirs régaliens et est de ce fait, capable d'endiguer tous les impacts négatifs du désastre.

La question de **la confiance** qui est posée parce que tout le monde semble tétanisé par un avenir devenu brusquement incertain, m'emmène à me poser une autre question : qu'advierait-il si à terme, les liquidités des États pompiers de cette crise venaient à être dangereusement asséchées; si les niveaux d'endettement desdits États venaient à être exagérément dépassés; et

si les actifs de sécurité des Banques Centrales venaient à être fortement dépréciés car, elles même aussi ont dû enregistrer des pertes de change depuis 2007 à cause de la dépréciation continue du dollar américain? Rien n'indique par ailleurs que toutes les Banques Centrales n'ont pas perdu d'éventuels dépôts dans les banques américaines sinistrées et dans la spéculation sur les principales places boursières du monde. L'histoire nous le dira.

Tous les grands pays capitalistes riches étant financièrement déstabilisés par cette crise 2008 en terme de liquidités, qui prêtera aisément à qui en cas de besoin pour financer la relance?

Le Fonds Monétaire International recommande et soutient cette approche interventionniste des États.

La Banque Mondiale plaide à juste titre la cause des pauvres et des pays pauvres au regard de sa principale mission d'assistance au développement.

C'est malheureusement vrai que cette terrible crise financière 2008 aggrave, même aux yeux des profanes, le fossé déjà grandissant **NORD/SUD** en terme de richesses accumulées et de bien-être des populations. Ce fossé qui s'appelle «**Pauvreté**», a ceci de poignant qu'une grande partie des populations des pays du sud vit sa souffrance, muette.

6-

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL A-T-IL ÉTÉ SURPRIS?

L'ampleur de la crise 2008 et ses graves conséquences objectivement prévisibles sur l'économie mondiale semble, à première vue, avoir surpris le Fonds Monétaire International.

C'est vrai, le phénomène est d'une rare brutalité avec une vitesse de propagation planétaire à peine croyable. C'est un véritable tourbillon financier.

Le FMI a-t-il vraiment été surpris?

Je ne le pense pas dès lors qu'il a pour responsabilité d'assurer la stabilité du système financier international et d'encourager la coopération monétaire internationale comme le disposent ses statuts. Une de ses missions parmi tant d'autres consiste aussi à conseiller les États Membres quant à leur politique économique. Si tel était le cas, le FMI aurait dû tirer la sonnette d'alarme à temps en sachant que la première économie devant être la mieux suivie par cette institution est bien celle des États-Unis, de surcroît première puissance monétaire. Si tel n'est pas le cas, c'est que ses avis ne sont pas pris en compte dans les Administrations des pays hautement industrialisés. Quelles en seraient alors les raisons? Or, tout comme la Banque Mondiale, le FMI est un partenaire de choix pour les pays membres s'agissant des questions financières en particulier. **L'appel lancé par les Autorités du FMI aux Pouvoirs Publics du monde entier pour unir leurs efforts afin de juguler rapidement cette crise et empêcher une récession de l'économie mondiale, est un véritable S.O.S. Mais, reconnaissons que la thérapie proposée est à l'opposé de sa déontologie économique et financière.**

Ce n'est qu'un constat.

Pouvait-il en être autrement!

Tout est vraiment à repenser, y compris pour mon pays, le Cameroun.

7-

UN REGRET POUR MON PAYS, LE CAMEROUN

Face à la thérapie qu'utilisent tous les grands pays capitalistes appuyés par les institutions de Bretton Woods pour juguler en urgence la grave crise financière actuelle 2008, j'ai ressenti un profond regret pour mon pays, le Cameroun.

Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) mis en place par la Banque Mondiale et le FMI au Cameroun depuis 1988-89, avec deux volets importants d'ajustement budgétaire et d'ajustement social pour juguler la crise économique et financière qui avait en réalité commencé dans les années 80, aurait dû intervenir maintenant, tout comme la crise elle-même.

Pourquoi?

L'une des conditionnalités fortes de ce PAS-Cameroun était le désengagement total de l'État de toutes les activités économiques, financières et bancaires et d'une manière générale, du secteur productif.

Par quels moyens?

Par les privatisations, les liquidations, les réhabilitations préalablement validées et parfois rudement négociées pour maintenir l'Actionnaire État dans le capital social de certaines entreprises stratégiques, encore que l'État lui-même n'a jamais dit quelles étaient ses entreprises stratégiques. Les décaissements des fonds que ces deux institutions mettent à la disposition des Pouvoirs Publiques pour contribuer à juguler cette crise et reconstituer la trésorerie de l'État, ne deviennent effectifs qu'après la bonne exécution desdites conditionnalités, le tout dans un stricte contrôle des équilibres budgétaires; un autre objectif étant de pousser à la bonne gouvernance. L'État transférait en conséquence toutes ses prérogatives en matière de développement économique au secteur privé, à l'investisseur privé national et international, ne s'occupant désormais que du service public et des secteurs sociaux (éducation, santé, habitat social, urbanisation, infrastructures, environnement...), toutes choses coûteuses mais fondamentales, sans contrepartie financière en terme de profit. Ceci explique en grande partie le surendettement et la surfiscalisation du pays. L'époque du capitalisme d'État, appelé aussi « libéralisme planifié » à cause des plans quinquennaux qui étaient élaborés et exécutés tous les cinq ans depuis l'indépendance du Cameroun en 1960, était de ce fait révolue. Toutefois, ce capitalisme d'État avait à long terme montré ses limites pour excès d'interventionnisme.

L'abandon au profit du secteur privé de pans entiers de la gestion économique du pays par l'État directement ou indirectement à travers des sociétés d'État spécialisées par secteur et par filière, et par les sociétés d'économie mixte (joint venture) dans lesquelles les intérêts publics étaient très souvent minoritaires dans le capital social, n'a pas encore permis d'éradiquer cette crise qui perdure.

En effet, de 1988 à 2008, le secteur privé n'a pas encore réussi, après 20 ans, à assumer totalement et efficacement les responsabilités qui lui incombent tant en matière de création de richesses que de création d'emplois. **Les taux de croissance du PIB sont durablement faibles, se situant tendanciellement entre 2% et 4,8% alors qu'ils n'intègrent que partiellement les niveaux réels d'inflation et de croissance démographique.**

Ce qui est appelé «Relance Économique» depuis 20 ans a plutôt fait passer le Cameroun du qualificatif de Pays à Revenus Intermédiaire c'est-à-dire semi-émergent à Pays Pauvre Très Endetté (PSTE).

Ce désengagement de l'État dans le cadre du PAS, des activités de production, a donné naissance à une économie informelle dynamique et florissante, prioritairement importatrice de produits de grande consommation et de deuxième main relativement bon marché. **L'économie informelle représente aujourd'hui près de 80% de l'activité économique nationale.** C'est ce que les Camerounais appellent l'économie de la «débrouillardise», l'économie des «Sauveteurs». L'emploi est devenu une denrée rare. **Un pays peut-il se développer uniquement avec ce type d'économie?**

Aujourd'hui, les Pouvoirs Publiques camerounais sont face à de nouveaux défis, face à de nouvelles perturbations qui seront importées de la grave crise financière internationale en cours, sa monnaie, le franc CFA faisant partie intégrante de la Zone Euro, via Paris.

S'il faut bien admettre que les Institutions de Bretton Woods n'ont fait que leur travail, conformément à leurs missions statutaires, on peut objectivement penser qu'elles ne peuvent plus s'opposer à l'État investisseur, entrepreneur, actionnaire, managérial, régulateur, qui doit continuer à bâtir une économie moderne pour l'intérêt général, car le reste suit toujours. Il faut seulement être en règle avec les prêteurs internationaux pour échapper aux conditionnalités du FMI, notamment dans le sens du contrôle de la trésorerie publique et de sa bonne gestion. C'est une de ses missions en cas de défaillance avérée dans les remboursements.

L'État du Cameroun a été le déclencheur de la crise économique qui sévit dans le pays depuis 20 ans à cause de sa faillite financière.

Malgré la baisse drastique du pouvoir d'achat des salariés tous secteurs confondus et d'autres mesures d'austérité subséquentes intervenues ultérieurement, l'État ne réussissait toujours pas à honorer le service de la dette extérieure échue et ses engagements internationaux exigibles. Le Cameroun passait ainsi d'une crise financière pour manque de liquidités; à une crise économique caractérisée durablement par le faible taux de croissance du PIB; à une crise sociale

qui s'est véritablement installée du fait du non-emploi prioritairement. À ces différentes étapes de crise à effets cumulatifs, partiellement maîtrisés à ce jour, se sont ajoutées une inflation galopante, notamment sur les prix des denrées alimentaires et des biens de première nécessité, et une dégradation de la productivité nationale.

Il revient donc à l'État, à la lumière de l'interventionnisme étatique en cours dans les pays du capitalisme avancé, de saisir la balle au bond pour en finir avec cette crise économique devenue structurelle et de batailler pour la croissance et le développement. Le bilan des acquis et d'éventuels ratés des 20 années du PAS est tout aussi important à effectuer comme il devrait l'être pour les différents krachs boursiers, qui se répètent depuis plus de 100 ans, en revenant sur celui de 1929 car, à mon avis, ils sont toujours éblouis par la rapidité d'intervention et l'efficacité des mesures gouvernementales des pays concernés pour les stopper. Il pourrait en effet y avoir d'autres éléments ou indices justificateurs, négligés ou considérés comme mineurs mais qui, après plus d'un siècle, deviennent néfastes, toujours par effets cumulatifs.

Dans une économie libérale, attention donc à la faillite financière d'un État de surcroît surendetté. La récession qui s'en suit a des conséquences inimaginables dans TOUS les domaines difficiles à cerner au départ dans leur globalité.

Attention au mirage.

Pour tous ceux qui s'intéressent aux questions des Programmes d'Ajustement Structurel initiés par le Fonds Monétaire International, je me permets de les renvoyer sur ce qu'en pense une des sommités économiques des 10 dernières années, Mr. Joseph E. Stiglitz, professeur d'économie des universités les plus réputées des États-Unis, ancien conseiller du Président américain Bill Clinton, ancien vice-président de la Banque Mondiale, Prix Nobel de l'Économie 2001 dans son livre intitulé : «La Grande Désillusion». Il dit notamment ceci dans sa préface et je cite :

«Les prescriptions du FMI, en partie fondées sur l'hypothèse dépassée selon laquelle le marché aboutit spontanément aux résultats les plus efficaces, n'autorisent pas les interventions souhaitables de l'État sur le marché : les mesures qui peuvent guider la croissance économique et améliorer le sort de tous. Ce qui est en cause, donc, dans la plupart des affrontements que je vais rapporter, ce sont des idées, et les conceptions du rôle de l'État qui en découlent. »

.....

«Mais ce qui me paraissait stupéfiant, c'est que, chez beaucoup de hauts dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale, ceux qui prenaient les décisions cruciales, il n'y avait pas le moindre doute sur le bien fondé de ces politiques. Des doutes, il y en avait, certes, chez les gouvernants des pays en développement. Cependant, beaucoup craignaient tant de risquer de perdre les financements du FMI, et avec eux bien d'autres fonds, qu'ils les exprimaient avec la plus grande prudence – quand ils le faisaient -, et seulement en privé. Mais, si personne ne se réjouissait des souffrances qui accompagnaient souvent les plans du Fonds monétaire international, à l'intérieur de l'institution on postulait simplement que c'était l'une des expériences

douloureuses par où un pays doit nécessairement passer pour devenir une économie de marché prospère, et que les mesures du FMI allaient en fin de compte alléger les épreuves que ce pays aurait à affronter à long terme.»

Comme je l'ai dit déjà au point 6, tout est vraiment à repenser, y compris pour les Institutions de Bretton Woods.

EN CONCLUSION

Nous sommes nombreux à travers la Planète, observateurs attentifs de ce qui se passe à travers cette crise 2008.

L'économie mondiale est en pleine restructuration financière et en réhabilitation par les États. Toutes solutions pour sa relance ne peuvent intervenir qu'après la réussite de ces deux actions fondamentales, si on admet que tout sera mis en œuvre par les pays que j'appelle «locomotives de l'économie mondiale» pour éviter une grave récession; ce qui me semble à priori difficile à envisager à court terme.

La preuve est ainsi faite que **restructurer financièrement, réhabiliter**, sont deux axes stratégiques majeurs de politique économique pour juguler et stabiliser les disfonctionnements conjoncturels, sectoriels et macro-économiques qu'on appelle crise. Seuls les Pouvoirs Publiques en ont des pouvoirs, des pouvoirs illimités s'ils en font bon usage.

Par expérience :

- Restructurer financièrement et réhabiliter une entreprise d'une manière générale est plus facile que créer un nouveau projet dont la rentabilité financière ne dépend pas que des capitaux investis.
- Restructurer financièrement et réhabiliter une entreprise du secteur public et/ou du secteur privé vaut mieux que sa liquidation, toujours pour les mêmes raisons auxquelles s'ajoutent la sauvegarde des emplois et la prévention des troubles sociaux.
- Le couple secteur privé/secteur public que seul l'État peut unir dans ses stratégies de croissance et de développement, peut être d'une très grande efficacité dans l'accélération de la mise en œuvre du potentiel de développement économique et social d'un pays. Il faut tout simplement que ce couple fonctionne en harmonie dans un cadre macro-économique bien défini, appuyé par des stratégies de politique économique bien élaborées et connues de tous, largement partagées, respectant les mêmes règles de concurrence et de compétitivité. En effet, l'un ne peut exclure l'autre, chacun des acteurs ayant son potentiel d'expertise et d'expérience à fédérer, chacun gérant ses intérêts, mais tout le monde œuvrant pour la croissance et le développement du pays.

Ce couple secteur privé/secteur public est sous-jacent au débat mondial actuel. Se retrouvent à nouveau comme au bon vieux temps, **la micro et la macro-économie**, grâce à la débâcle financière mondiale actuelle. «L'argent répond à tout» (Roi Salomon).

Le nouveau débat mondial en cours, qui s'étalera sur plusieurs années parceque compliqué, est désormais et exclusivement financier et économique. Si aujourd'hui, le contenu du débat financier est clair et même très clair, le contenu de l'économique n'est encore connu de personne et il sera ardu car n'ayant pas de repères intellectuels et idéologiques pertinents, acceptables par tous.

Nous suivrons avec beaucoup d'intérêt et d'engouement intellectuel, le nouveau visage du capitalisme qui sortira de cette crise 2008.

De mon point de vue, il ne s'agit pas de remettre en cause les fondements de l'économie libérale. Sa fondation est solide, confortée par l'impressionnante avancée technologique et les fabuleuses découvertes scientifiques de ces dernières décennies dans des domaines divers dont la médecine. Il sera d'évidence indispensable de revenir sur la recherche et le contrôle systématique des équilibres fondamentaux de l'activité économique nationale et internationale. Il sera aussi important de ne pas négliger cet indicateur nouveau que la crise 2008 révèle, à savoir : la bonne gouvernance financière pour tous les pays de la Planète, sans exception.

Toute chose étant égale par ailleurs, mon pays le Cameroun est un petit laboratoire en terme de bilan, des conséquences et des conclusions qu'il faut tirer d'une économie libérale en faillite et sous ajustement structurel.

Il ne serait pas exagéré de dire que l'économie mondiale va d'abord passer par l'étape de l'ajustement structurel après celle en cours de restructuration financière, le temps que naisse le nouveau capitalisme.

C'est ma vision projetée de cette crise 2008 que je considère comme un véritable raz de marée planétaire, même si tous les pays ne l'endureront pas au même degré.

Madame Esther Belibi Dang

Docteur d'État ès Sciences Économiques (Université de Paris I Panthéon - Sorbonne)

Expert Économiste-Financier

Grand Officier de l'Ordre National de la Valeur

BP 35 024 Yaoundé

Cameroun

Ce sera un très grand plaisir pour moi de recevoir en retour vos avis, commentaires, suggestions, critiques, contradictions, etc. Faites le spontanément, avec votre aisance intellectuelle, votre pragmatisme, votre expérience, votre expertise, votre vision du monde d'aujourd'hui.

Pour cela, voici l'adresse Email où vous pouvez le faire :

dr.dang@estherdang.net

Par la poste :

Dr. Esther Dang

BP. 35 024 Bastos

Yaoundé, CAMEROUN

-
- Le Blog officiel de Mme Esther Dang :
<http://www.estherdang.net>

-
- Voir biographie de l'Auteur sur Wikipédia :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Esther_Dang
-

© [LICENCE DE DROIT D'AUTEUR CC 3.0](#)